

COMITÉ GÉNÉRAL DE RENNES : UNE RÉUSSITE !

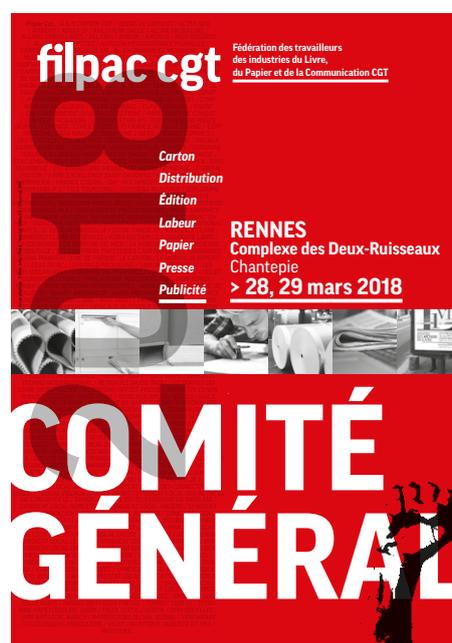
Avec une participation de plus de 200 camarades issus des syndicats de toutes les corporations de la Filpac, de la plus petite organisation, forte de quelques adhérents, aux puissants syndicats locaux, jamais une telle participation n'avait été atteinte pour un Comité général.

A l'évidence, l'ordre du jour construit sur les luttes et le quotidien de nos syndicats et l'organisation innovante des débats, lancés par des tables rondes de haut niveau, ainsi que les modalités de participation fixées par le Comité exécutif national (CEN) y sont pour beaucoup.

Ces débats sur l'actualité sociale, les luttes en cours, le travail inter fédéral et sur la syndicalisation, menés entre nos secteurs professionnels sans distinction – la publicité, la distribution, le cartonnage, le papier, le livre et la presse – ont permis de renforcer les liens fraternels entre tous et d'élargir la conscience de chacun sur l'importance du travail en commun sur des bases revendicatives convergentes. La première partie de nos discussions concernant l'actualité sociale, a permis de développer des pistes pour sortir certains de nos syndiqués de la torpeur face au rouleau compresseur libéral, afin de retrouver détermination et lucidité face à la réalité de notre mobilisation et de convaincre de l'obligation de l'amplifier si nous voulons faire reculer Macron et ses sbires.

Dans ce contexte d'amplification de la lutte, les deux tables rondes suivantes qui traitaient du travail en territoire et de l'inter fédéralisme ont contribué à démontrer l'urgence de renforcer encore le travail en commun.

Dans ce cadre, tous les présents ont reconnu l'importance du travail militant de



la fédération avec les organisations territoriales pour la défense des emplois et les libertés syndicales, notamment sur les trois exemples que nous avons exposés :

- **Hamelin** : la lutte pour défendre notre camarade Aldo alors que l'entreprise vient d'engager sa 4^e procédure de licenciement ;
- **Arjo Wizernes** : avec des camarades qui entament leur 4^e année de « garde » du site de la papeterie de la vallée de l'Aa ;
- **Munksjo Rottersac** : où les camarades ont lutté plus de 2 semaines pour la reconnaissance au travail et contre le licenciement d'un camarade de l'encadrement. Dans ces trois cas, le travail en commun des UD et des UL de la Charente, du Pas-de-Calais et de la Dordogne ont été primordiaux pour les syndicats. Sans ce travail de communication et de mobilisations constantes des syndicats, des territoires et de la fédération, le résultat des luttes précitées aurait été sans doute moins positif.

Ce comité vivant et actif a permis de partir de Rennes avec l'envie « de mettre le feu aux poudres »...

Pour ce qui concerne l'inter fédéralisme, si le bilan de nos collaborations semble plus abstrait, cela ne veut pas dire qu'il ne se passe rien.

Les positions collectives prises conjointement par la fédération du spectacle, du SNJ CGT, des bureaux d'études et de la FILPAC sur des sujets comme la formation professionnelle, les conventions collectives et l'extension syndicale dans les nouveaux groupes « pluri-médias » sont des points d'appuis importants pour le développement de la CGT dans des champs professionnels ou des secteurs où elle est encore trop peu présente.

Cette approche sur le « travaillé ensemble » a donné, bien sûr, corps au débat suivant sur le développement du syndicalisme CGT par la lutte et la mobilisation syndicale dans les territoires. Les camarades de Scopti, GMS, du l'UD du Rhône, d'Ondulys, de Cyclo City, d'Adrexo, de MOP et de *Paris Normandie* ont d'ailleurs démontré l'intérêt de ce travail en commun en nous faisant part de leurs expériences.

Expériences enrichissantes pour toutes et tous qui ont porté haut et fort l'image d'une FILPAC et d'une CGT combattives et porteuses de revendications, mais aussi et surtout, de projets alternatifs pour les intérêts des travailleurs.

Ce comité vivant et actif a permis de partir de Rennes avec l'envie « de mettre le feu aux poudres » et de faire du 19 avril prochain une grande journée de grève et de manifestation portée par tous nos syndicats. •

filpac cgt

Fédération des travailleurs
des industries du Livre,
du Papier et de la Communication CGT



Carton

Distribution

Édition

Leabeur

Papier

Presse

Publicité

29 mars 2018

MOTION COMITÉ GÉNÉRAL

La distribution de la presse en France est encadrée par la Loi Bichet du 2 avril 1947.

Celle-ci a permis la création d'un système de distribution coopératif unique au monde, garant du pluralisme des idées et d'une distribution égalitaire des quotidiens et des magazines sur tout le territoire.

Modifiée à de maintes reprises par les gouvernements successifs, elle est aujourd'hui une nouvelle fois remise en cause par le gouvernement actuel.

En effet, le plan de sauvetage de Presstalis, en grande difficulté financière, est l'occasion de vider un peu plus la loi de son contenu, de son esprit. Cela mènera, nous le pensons, à une distribution à deux vitesses qui profitera principalement aux grands groupes de presse au détriment des petits éditeurs.

La CGT ne peut accepter l'idée que la presse soit considérée comme une simple marchandise livrée aux exigences de profit d'un libéralisme destructeur. Elle estime au contraire, que la distribution de la presse en France est un bien commun, qu'elle doit avoir une mission d'intérêt général, participant en cela au processus démocratique.

Face à la libéralisation annoncée du secteur de la distribution et aux risques qu'elle fait peser sur la pluralité de la presse, il nous semble nécessaire d'élargir le débat et d'engager rapidement une réflexion en profondeur au niveau de toute la profession.

Réunie en Comité général les 28 et 29 mars 2018, la FILPAC, forte de propositions, sollicite donc l'ouverture de vraies discussions avec les différents acteurs du dossier pour faire valoir notre vision de l'avenir de la distribution de la presse. •

INFORM/ DATA TRAINING / DAUPHINE EDITION / DEBRIZ COMINES / DECAUX LILLE / DECAUX NICE / DECAUX REGION PARISIENNE / DECAUX SAINTE APOLENE / DELIPAPIER / DIFFUSION PLUS / DINEXIS / DITRIMAG / DOUBLE A / DS SMITH / DUTHOIT CARTONAGE / ELAG EMBALLAGES CGT / EMIN LEYDIER / ENTREPRISE KOLMI OPEN / ERIS TECHNIQUE / EST MEDIA / EST MEDIA / EUROPAC / EVERBAL / FAS / FINE SAINT GAUDENS / FIRMIN DIDOT / FLOCH IMPRIMERIE / FRANCE LOISIRS / GAP MULTIPROFESSIONNELS / GASCogne / GOSSENS B. ET FILS TOURCOING / GOOSSENS BEAUVAIS / GUILLAUME / GUYENNE MEDIA / GUYENNE PAPIER SA / HACHETTE DISTRIBUTION / HARMONIA MONDI ARLES / HELIO / HERISSEY-IMPRIMERIE / HHTAMAKI HLR / IGS-CHARENTE PHOTOGRAVURE / IMAYE GRAVURE / IMPRIMERIE MASSON / IMPRIMERIE NATIONALE / INDEPENDANT DU MIDI / INDUSTRIE PAPERETRIE CHARENNAISE / INTERFAS / JOURNAL PAPER / JC DECAUX MARSEILLE / JOUVE SYNDICAT / KIMBERLY CLARK / KIMBERLY CLARK SOTTEVILLE / KOBAS SECTION / LA CHARENTE LIBRE / LA COURONNE / LA DEPECHE DU MIDI / LA MOUSSE / LA PARISIENNE DE ROUTAGE / LACAUX FRERE PAPERETRIES / LAMIRANDE / LANA MANUFACTURE DE PAPIER / LE CARTON / LE MONITEUR EXPERT / LECAS SIFAC / LEFRANCO PACKAGING / LES ATELIERS MARINA / LIBRAIRIE DE PROVENCE / LIQUET DURANTON / LYDALL / MALAUCENE / MANUPARIS / MANUFACTURE MODERNE D'ENVELOPPES / MANUPARIS / PAPERETRIE DE MAUDUIT / MAURY IMPRIMEUR / MAYR MELNHOF PACKAGING FRANCE / MEDIAPOST / MIDI LIBRE / MIDI PRINT / MONDI SAVOIE Cgt / MOORE RESPONSE MARKETING / MOULAGE PLASTIQUE DE L'OUEST / MUNKSJÖ ARCHES / MUNKSJÖ LABELPACK / NARBONNE DIFFUSION PRESSE / NARCY ET COMPAGNIE / NORD PAPER BLENDÉCOQUES / NORMANDIE ONDULE / NORMANDIE ROTO IMPRESSION / NOVACARE / NVO SYNDICAT / OBERTHUR FIDUCIAIRE / ODYSSEE COMMUNICATION / ONTEX / ONTEX FRANCE / OUESTMEDIA-COM / PACKETIS ANGOULEME / PACKETIS CHAZELLES / PAPERETRIE DE MANDEURE / PAPERETRIE DE VARENNES / PAPERETRIE DU DOUBS / PAPERETRIE SAINT-MICHEL / PAPERETRIES DE BEGLÉS / PAPERETRIES DE LANCEY Cgt / PAPERETRIES DU CANTON DE RAON / PHILPRINT / POLLINA IMPRIMERIE-AFBO RELIURE / PORTAGE DU FIGARO / PRESSE ET PROPAGANDE / PROMAP SIAPP / QUO VADIS / REPUBLIC TECHNO INTERNATIONAL / RETRAITES BASSE INDRÉ / RETRAITES DU LIVRE MONTPELLIER / RICCOBONO OFFSET PRESSE / ROCHETTE CENPA ONDULE SOISSONS / ROTO AISNE / ROTO MULTIPLES / SAD 33 / SAICA PACK 87 / SAICA PACK / PAPERETRIE DE SAINT GIRONS / CARTONNERIE DE SAINT-GERMAIN / SCA HYGIENE PRODUCTS / SCA SODIPAN GEORGIA PACIFIC / SCA TISSUE FRANCE CGT / SDVP SYNDICAT CGT / SECTION RETRAITES SYNDICAT RENNES / SECTION RETRAITES SYNDICAT ANGERS / SECTION UNITAIRE DES RETRAITES DU LIVRE / SEYFERT CHAMPAGNE / SEYFERT DESCARTES / SEYFERT FOREZ / SICAL / SIEMCO / SILPAC 31 TOULOUSE / SYNDICAT LOCAL DES IMPRIMERIES PARISIENNES / SITCO / SMURFIT / SNDF / SOCIETE NOUVELLE DES CARTONNAGES APPLIQUES SNCA / SOCIETE PARAGON TRANSACTION / SODI / SOFAC / SOFPO / SONOCO CONSUMER PRODUCTS / IMPRIMERIE DES SORGUES / SPSS Cgt / STILPAC Cgt RETRAITES / STORA ENSO CORBEHEM / SYNDICAT FRANCE QUERCY / SYNDICAT INDRÉ-ET-LOIRE / SYNDICAT DU LIVRE DE TROYES DE L'AUBE / SYNDICAT LOCAL BORDEAUX / SYNDICAT LOCAL DES CORRECTEURS / SYNDICAT LOCAL DECAUX NANTES TOURS / SYNDICAT LOCAL DES AGENCES DE COM UFICT LC / SYNDICAT LOCAL DU TELEGRAMME DE MORLAIX / SYNDICAT LOCAL ADREXO IDF / SYNDICAT LOCAL ANGERS / SYNDICAT LOCAL ANGOULEME / SYNDICAT LOCAL AUXERRE / SYNDICAT LOCAL BEAUNE / SYNDICAT LOCAL BLOIS / SYNDICAT LOCAL BOURGES / SYNDICAT LOCAL CLERMONT-FERRAND / SYNDICAT LOCAL COLMAR / SYNDICAT LOCAL CSTN NICE / SYNDICAT LOCAL GIGNY / SYNDICAT LOCAL GRENOBLE / SYNDICAT LOCAL LEZ-TOURS / SYNDICAT LOCAL METROPOLE NORD / SYNDICAT LOCAL LIMOGES / SYNDICAT LOCAL LORRAINE / SYNDICAT LOCAL MEAUX / SYNDICAT LOCAL MULHOUSE / SYNDICAT LOCAL NANCY / SYNDICAT LOCAL NANTES / SYNDICAT LOCAL ORNÈRES / SYNDICAT LOCAL PAU / SYNDICAT LOCAL POITIERS / SYNDICAT LOCAL REIMS / SYNDICAT LOCAL ROUEN-LE LIVRE / SYNDICAT LOCAL SAINT-ETIENNE / SYNDICAT LOCAL STRASBOURG / SYNDICAT LOCAL TARBES / SYNDICAT LOCAL VALREAS / SYNDICAT LOCAL VITROLLES / SYNDICAT LOCAL METROPOLE NORD / SYNDICAT LOCAL MOSELLE / SYNDICAT LOCAL RODEZ / SYNDICAT LOCAL SGLCE PARIS-TARBES DIFFUSION PRESSE / TEMBEC TARTAS / TETRA PAK / THERIES DE DIJON / TISSAUX-TEXTIL / UGÉPA / UPM DOCELLES / UPM KIMBERLY CLARK NANCY / UPM IMPRESSIONS DU VAL D'OSNE / VENTHENAT / VG GOOSSENS ANGOULEME / VIGNON / VUATTOUX AUGUSTE ET FILS / WALKERS

Pour nos salaires, nos emplois, nos conditions de travail et de vie, **Le 19 avril tous dans l'action !**

Sitôt les ordonnances Macron actées, le patronat s'est lancé dans une course aux restructurations, aux destructions d'emplois et aux remises en cause de nos droits individuels et collectifs.

Carrefour, Pimkie, et PagesJaunes-Solocal entre autres, représentent des dizaines de milliers d'emplois promis à la destruction. Et toujours les mêmes propos cyniques ânonnés par un gouvernement complice du MEDEF, qui affirme qu'il n'y a pas d'autre solution et que les travailleurs doivent accepter cette macabre idée des reculs sociaux et de la perte de leurs emplois. Accords collectifs dénoncés, temps de travail allongé, heures supplémentaires ni payées ni récupérées, chantage à l'emploi permanent et diminution considérable de la représentation du personnel dans les lieux de travail : Gattaz et ses acolytes font feu de tout bois, trop heureux de l'ouverture des portes de leur paradis libéral par le président des riches. Engrangeant 94 milliards de dividendes (record depuis plus de 10 ans), les grands patrons du CAC 40 s'attaquent frontalement aux fondamentaux de notre République. Tout doit y passer et être livré aux appétits du marché : notre système de santé, notre système éducatif, nos services publics, nos transports publics, notre sécurité sociale, nos retraites, nos logements et, pourquoi pas, les fondamentaux de notre système démocratique ! Les colossales fortunes, amassées dans les mains d'une poignée de rentiers, retomberont bien un jour par ruissellement sous forme de miettes pour les 99 % du reste de la planète, c'est du moins ce que nous assurent Macron et sa bande ! Plus personne ne peut se réfugier derrière le « jusqu'ici tout va bien » pour ne pas agir.

Faisons éclore, dans toutes les entreprises, les fleurs de la revendication pour que le 19 avril soit la première mobilisation d'ampleur de ce printemps social.

Nos conditions de vies, celles de nos proches se trouvent au cœur d'un ouragan libéral qui broie tout sur son passage. Oui, notre cité, notre société, va craquer et plus vite encore que certains ne le pensent !

La colère qui sourde dans les quartiers, dans les territoires ruraux dévitalisés, dans les entreprises, dans les services publics, commence à se faire entendre, elle s'organise et se transforme en résistance et la riposte est pour bientôt. Étudiants, retraités, cheminots, hospitaliers, personnels des Epahd, pilotes de lignes, salariés du privé et du public, privés d'emploi, tous se liguent, ensemble, contre cette politique d'austérité au service des milliardaires et du patronat. Les populations des villes et quartiers populaires ou celles de la ruralité expriment, d'une même voix, le ras-bol face à ces politiques libérales qui broient l'humain sans distinction au nom d'une rentabilité qui ne profite qu'à quelques-uns. Les luttes sociales se multiplient dans tous les secteurs : pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail, le maintien des services publics dans les quartiers populaires comme dans les villes de province.

Un vent de justice sociale souffle à tous les étages de notre société.

Faisons éclore, dans toutes les entreprises, les fleurs de la revendication pour que le 19 avril soit la première mobilisation d'ampleur de ce printemps social.

N'attendons pas le dernier moment pour organiser des assemblées générales de salariés, appeler à des heures d'informations syndicales et élaborer les cahiers de revendications.

Il n'y aura convergence des luttes que s'il y a des luttes dans toutes les entreprises.

Le 19 avril sur nos revendications arrêtons le travail et grossissons les rangs de la riposte sociale !

ALORS EXIGEONS :

- l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux ;
- des emplois stables et de qualité ;
- la réduction du temps de travail à 32h et le droit à la déconnexion numérique ;
- des droits collectifs et individuels garantis par des conventions collectives de haut niveau ;
- un développement de l'industrie et des services publics aux services de la population et contre la financiarisation de notre société.

« Pour que l'étincelle mette le feu aux poudres, il fallait qu'il y ait une réserve de poudre assez importante pour provoquer une telle explosion. » George Séguy (tirer du livre *Lutter sur Mai 68*).

Alors dès maintenant, pour que la mobilisation soit totale le 19 avril prochain, mettons le feu aux poudres !

PRESSE QUOTIDIENNE - DISTRIBUTION DE LA PRESSE

Point sur la rencontre avec le Ministère de la Culture et la DGMIC

Après plusieurs reports, nous avons pu rencontrer les proches collaboratrices de la Ministre de la Culture en charge des questions sociales et des médias, accompagnées du sous-directeur de la Direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC).

Ce rendez-vous, que la FILPAC CGT avait sollicité, devait aborder un certain nombre de dossiers brûlants de la presse quotidienne régionale. C'est ce que nous avons fait mais, actualité oblige, d'autres sujets sont venus se greffer à l'ordre du jour initial.

Les échanges furent intenses et constructifs et, pour les participants, d'un côté comme de l'autre de la table. D'autres rencontres sont à envisager dans les mois à venir tant le secteur est stratégique et les restructurations, en cours ou à venir, importantes.

Le premier dossier abordé a été celui de *La Marseillaise* et de son avenir incertain. Si des pistes de financements ont été trouvées pour tenter de pérenniser le titre, tout reste à consolider, notamment, en obtenant des ressources complémentaires avec l'aide des collectivités territoriales concernées. Les représentants de l'État se déclarent très attachés au pluralisme et assurent suivre le dossier au jour le jour. Ce dossier est suivi en direct par le Premier Ministre nous assure-t-on... Un point plus complet sera fait aux camarades du journal et à l'UD 13.

Puis, le dossier MOP, second sujet qui avait été à l'origine de cette rencontre, a été abordé. Le ministère nous assure être plus que vigilant quant au respect des décisions du Tribunal du Commerce par Riccobono et en particulier pour tout ce qui concerne le maintien des titres imprimés actuellement à MOP au sein de l'entreprise.

N'ont échappé à personne, ni les aspects financiers du dossier, ni les « combines » pour renflouer les caisses de la société mère. Ni le reste d'ailleurs... À suivre... Malgré son environnement concurrentiel proche, l'importance majeure de ce

site d'impression dans le Sud-Est n'aura échappé à personne. Un consensus semble se dégager d'ailleurs, sur les avantages certains de ce site industriel pour la distribution des titres qui y sont imprimés et sa flexibilité pour les petits et moyens tirages. Dossier, donc, suivi de près par les autorités, qui nous demandent de ne pas hésiter à les alerter si une dérive importante dans la gestion de la MOP était constatée.

Le dossier MOP a été l'occasion de faire un tour d'horizon des problématiques des différents titres de la région et des capacités d'impression dans le Sud de la France.

Nice Matin, avec le retrait très probable de l'actionnaire Nethys, empêtré dans ses affaires politiques en Belgique, et l'arrivée de nouveaux investisseurs plus intéressés par la partie immobilière de l'entreprise que par la survie du titre.

La Provence, en grande difficulté également à cause de Nethys et des suites de l'affaire Tapie.

Corse-Matin, qui a vu récemment entrer dans son capital un consortium d'actionnaires composé notamment d'une dizaine de grandes familles corses.

Le Ravi qui, pour se préserver, a grand besoin d'une aide financière.

Tous ces points, qui nécessitent un suivi constant de l'État, mettent l'accent

sur la volonté de l'autorité de tutelle d'aider à la modernisation de l'imprimerie de *l'Est-Républicain* et de favoriser la mise en œuvre d'une véritable GPEC afin d'aider au reclassement de tous les salariés. Des rendez-vous sont à venir et les téléphones devraient sonner !

D'autres dossiers ont été abordés mais, limités par le temps, nos interlocuteurs ont dû mettre un terme à nos échanges qui ont duré plus d'une heure trente alors qu'une heure seulement avait été programmée initialement.

Pour terminer, la « réforme » de la loi Bichet et son contenu ont été abordés. À cette occasion, nos interlocuteurs nous ont annoncé leur intention faire des propositions, pour « faire évoluer la loi », au Conseil d'État puis au parlement avant la fin juin de cette année. Nous constatons que, comme d'habitude, la précipitation et la brutalité sont choisies comme modes de gestion par ce gouvernement.

Nous avons, pour notre part, réclamé un débat large pour permettre l'écriture d'une loi organique sur l'information, la presse, les médias et la culture dans laquelle la réforme de la loi Bichet, avec bien-sûr un tout autre contenu que celui prévu par le pouvoir, aurait toute sa place, tout comme les transitions vers le digital et les investissements néces-

Il y a nécessité à poursuivre notre travail d'élaboration revendicatif même si, déjà, une part importante en est écrite.

sur la constitution capitaliste des groupes de presse et le dimensionnement suranné des outils industriels.

Les échanges se sont poursuivis sur les dossiers du groupe EBRA : les fermetures programmées ou déjà effectuées des imprimeries du *Républicain Lorrain* et de *l'Alsace* ; le plan de départs « volontaires » du *Progrès* ; les suites de la politique de destruction de valeurs orchestrée par Carli, lui-même missionné par le Crédit Mutuel.

Un point positif est à souligner. C'est la

volonté de l'autorité de tutelle d'aider à la pérennité et au développement du papier.

Des auditions seront organisées auxquelles la fédération et ses syndicats demandent à être conviés.

Il y a nécessité à poursuivre notre travail d'élaboration revendicatif même si, déjà, une part importante en est écrite. Lors de prochaines assemblées des délégués de presse, un point plus complet sera fait sur tous ces sujets ainsi que sur l'élaboration de notre stratégie syndicale. •